



Appel Intersyndical ESR - Manifestations le jeudi 9 mai prochain : toutes et tous en grève !

mardi 30 avril 2019, par [Bariaud](#)



Pour la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR)
Pour défendre nos droits et notre rémunération
Contre le projet de loi de transformation de la Fonction publique

Manifestations le jeudi 9 mai prochain : toutes et tous en grève !

Depuis de nombreux mois, en dépit de nos revendications et propositions, nous constatons que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population et néfaste pour les services publics.

Ainsi, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de transformation de la fonction publique dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour l'avenir de la Fonction publique et les agent-e-s que pour les citoyen-ne-s.

Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-e-s public-que-s, alors même qu'il dénature et vide de leur sens nos métiers, qu'il ne revalorise pas les rémunérations, qu'il supprime des postes de titulaires, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et affaiblissant ainsi tant les droits et garanties des agent-e-s que la capacité même des services à remplir leur tâche dans le respect de l'intérêt général.

Citons une des mesures les plus dévastatrices de ce projet de loi : le recours accru au recrutement de contractuel-le-s, à tous les niveaux. La précarité sera encore aggravée particulièrement avec la création du contrat de projet, contrat non transformable en CDI qui n'offre aucune garantie et peut être rompu à tout moment au bon vouloir de l'employeur ; un contrat qui instaure de fait la précarité à vie ! En s'attaquant au statut de la fonction publique et à l'égalité d'accès aux emplois publics, ce projet de loi renverse les garanties fondamentales de neutralité, de continuité, de confidentialité et d'indépendance nécessaires à un service public de qualité accessible à toutes et tous sur l'ensemble du territoire.

Ensemble nous exigeons :

- l'abandon du projet de loi dite de transformation de la fonction publique ;
- l'abandon du projet de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires ;
- la suppression du jour de carence ;
- une revalorisation significative des salaires avec le dégel et la revalorisation du point d'indice, ainsi qu'un rattrapage en nombre de points de pouvoir d'achat perdu depuis 2010 ;
- un plan pluriannuel de création d'emplois de fonctionnaires, enseignant-e-s-chercheur-e-s, chercheur-e-s, ingénieur-e-s, technicien-ne-s, personnels de bibliothèques et administratif-ve-s à hauteur de 6 000 créations par an pendant 10 ans ; et dès à présent, le dégel de tous les emplois vacants ;
- la fin à la précarité dans l'ESR par la mise en œuvre d'un plan de titularisation des contractuel-le-s et vacataires et l'arrêt des recrutements massifs de vacataires, payés sous le SMIC ;
- l'arrêt de l'externalisation et de la privatisation des fonctions supports ;
- un enseignement supérieur public, gratuit ouvert à toutes et à tous et le retrait du décret qui instaure la hausse des droits d'inscription pour les étudiants non communautaires ;
- un financement de l'ESR à la hauteur des engagements pris par la France (STRANES : 2% du PIB pour l'ESR et 1% pour la recherche publique).

Les organisations syndicales des salariés, les syndicats et associations étudiantes de l'ESR signataires appellent à participer aux manifestations du 1^{er} mai, à être en grève et manifester le 9 mai, à organiser des AG et à soutenir toutes les mobilisations jusqu'à l'abandon du projet de loi et la satisfaction de nos revendications.

SIGNATAIRES : FO-ESR, SUD RECHERCHE EPST-SOLIDAIRES, SUD EDUCATION, SOLIDAIRES ETUDIANT-E-S, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, SNCS-FSU, SNESUR-FSU, SNPTES, CFC, COT-FERVICES, SNPTES-COT, COT-INRA, UMEF.

Pour la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR)
Pour défendre nos droits et notre rémunération
Contre le projet de loi de transformation de la Fonction publique

Depuis de nombreux mois, en dépit de nos revendications et propositions, nous constatons que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population et néfaste pour les services publics.

Ainsi, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de transformation de la fonction publique dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour l'avenir de la Fonction publique et les agent-e-s que pour les citoyen-ne-s. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-e-s public-que-s, alors même qu'il dénature et vide de leur sens nos métiers, qu'il ne revalorise pas les rémunérations, qu'il supprime des postes de titulaires, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et affaiblissant ainsi tant les droits et garanties des agent-e-s que la capacité même des services à remplir leur tâche dans le respect de l'intérêt général.

Citons une des mesures les plus dévastatrices de ce projet de loi : le recours accru au recrutement de

contractuel-le-s, à tous les niveaux. La précarité sera encore aggravée particulièrement avec la création du contrat de projet, contrat non transformable en CDI qui n'offre aucune garantie et peut être rompu à tout moment au bon vouloir de l'employeur ; un contrat qui instaure de fait la précarité à vie ! En s'attaquant au statut de la fonction publique et à l'égalité d'accès aux emplois publics, ce projet de loi menace les garanties fondamentales de neutralité, de continuité, de compétence et d'indépendance nécessaires à un service public de qualité accessible à toutes et tous sur l'ensemble du territoire.

Ensemble nous exigeons :

- l'abandon du projet de loi dite de transformation de la fonction publique ;
- l'abandon du projet de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires ;
- la suppression du jour de carence ;
- une revalorisation significative des salaires avec le dégel et la revalorisation du point d'indice, ainsi qu'un rattrapage en nombre de points du pouvoir d'achat perdu depuis 2010 ;
- un plan pluriannuel de création d'emplois de fonctionnaires, enseignant-e-s-chercheur-e-s, chercheur-e-s, ingénieur-e-s, technicien-ne-s, personnels de bibliothèques et administratif-ve-s à hauteur de 6 000 créations par an pendant 10 ans ; et dès à présent, le dégel de tous les emplois vacants ;
- la fin à la précarité dans l'ESR par la mise en œuvre d'un plan de titularisation des contractuel-le-s et vacataires et l'arrêt des recrutements massifs de vacataires, payés sous le SMIC ;
- l'arrêt de l'externalisation et de la privatisation des fonctions supports ;
- un enseignement supérieur public, gratuit ouvert à toutes et à tous et le retrait du décret qui instaure la hausse des droits d'inscription pour les étudiants non communautaires ;
- un financement de l'ESR à la hauteur des engagements pris par la France (STRANES : 2% du PIB pour l'ESR et 1% pour la recherche publique).

Les organisations syndicales des salariés, les syndicats et associations étudiantes de l'ESR signataires appellent à participer aux manifestations du 1er mai, à être en grève et manifester le 9 mai, à organiser des AG et à soutenir toutes les mobilisations jusqu'à l'abandon du projet de loi et la satisfaction de nos revendications.

Signataires : FO-ESR, SUD RECHERCHE EPST-SOLIDAIRES, SUD EDUCATION, SOLIDAIRES ETUDIANT-E-S, SNESUP-FSU, SNEPFSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNPTES, CJC, CGT-FERCsup, SNTRS-CGT, CGT-INRA, UNEF